



PAEPARD



RAPPORT DE L'ATELIER SUR L'AMELIORATION DE L'ACCES DES AGRICULTEURS FAMILIAUX AUX SEMENCES DE QUALITE.

**Du 12 au 14 juillet 2016
Hotel CAP KIVU GOMA/RDCongo**

Liste des acronymes

COS : Comité d'orientation et suivi de la dynamique régionale des OP. Le COS se compose des présidents et secrétaires exécutifs de 6 organisations : CAPAD-FOPAC NK- FOPAC SK- LOFEPACO-INGABO et IMBARAGA.

CSA : Collectif Stratégies Alimentaires

PAEPARD : Partenariat Afrique-Europe pour le Recherche Agricole pour le Développement

0. INTRODUCTION

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès des agriculteurs familiaux aux semences de qualité, il s'est tenu du 12 au 14 juillet 2016 à l'Hôtel CAP KIVU de Goma, un atelier régional co-organisé par le CSA et le Consortium des OP des Grands Lacs dans le cadre du programme PAEPARD (Partenariat Afrique-Europe pour le Recherche Agricole pour le Développement).

L'atelier a rassemblé plusieurs acteurs du système semenciers de la sous-région (organisations paysannes, instituts de recherche, secteur privé, acteurs gouvernementaux, ONG, centre de certification, voir liste en annexe) afin d'assurer un débat multi-acteurs autour de la question semencière et de dégager des pistes concrètes d'amélioration de l'accès des agriculteurs familiaux aux semences de qualité. La question des partenariats OP-recherche-secteur privé fut au centre des débats de cet atelier.

L'atelier avait pour objectifs de :

- Permettre un débat multi-acteurs sur les partenariats entre OP et autres acteurs des systèmes semenciers pour un accès durable aux semences de qualité ;
- Partager et capitaliser les différentes expériences vécues par les OP dans leurs multiples collaborations avec les différents secteurs et acteurs ;
- Susciter une réflexion collective sur les systèmes semenciers existant, sur base d'expériences pertinentes, afin de dégager leurs avantages et inconvénients pour les agriculteurs familiaux et les améliorations possibles ;

Envisager les conditions possibles pour une meilleure circulation du matériel semencier dans la Région des Grands Lacs ; Durant les trois jours d'atelier les participants ont eu à débattre sur base des expériences concrètes sur :

Les contraintes et les pistes d'amélioration autour du système semencier paysan (qualité des semences, maladies, autres),

- Comment faire évoluer les systèmes paysans pour dépasser ces contraintes ?
- Les rôles des OP dans cette évolution,

- Les rôles des autres acteurs, en particulier les institutions de recherche, pour favoriser cette évolution,
- Quels partenariats avec les OP ?

Les contraintes et pistes d'amélioration autour du système semencier « formel »

- L'intérêt et les enjeux politiques liés à la participation des OP dans la filière semencière formelle
- Les conditions intrinsèques et externes (environnement législatif) pour permettre aux OP de jouer leur rôle dans le système semencier formel
- Quel rôle pour les autres acteurs et quelles modalités de partenariat entre OP et autres acteurs de la filière semencière ?
- Quel rôle pour les institutions régionales ?
- Session 3. Recommandation

Méthodologie et orientations

Afin d'atteindre ses objectifs, l'atelier a principalement été organisé autour d'expériences d'OP de la Région des Grands Lacs. Les exposés ont été suivis de débats interactifs ouvrant des perspectives d'échanges en rapport avec les expériences et les connaissances de chaque OP en matière de la semence améliorée. Les travaux de groupe ont été organisés par pays afin de dégager les pistes d'actions concrètes entre les différents acteurs des systèmes semenciers.

I. PROFIL DES PARTICIPANTS

Ont prit part à cet atelier les délégations venues du Burundi, de la RDC, du Rwanda et de la Belgique.

Burundi : CAPAD OP FOPABU OP UB R (univ) ISABU R (institut) IRAZ R (institut) AGROBIOTEC R (privé) COPROSEBU multi privé ONCCS DG MINAGRIE (cabinet) Cabinet IFDC FAO Burundi

Rwanda : IMBARAGA OP IMBARAGA OP INGABO OP INGABO OP FUCORIRWA OP USAE R (univ) RAB R (institut) IPAR R (privé) Multiplicateur privé multi privé Minagri Cabinet IFDC Rwanda FAO Rwanda Coopération Hollandaise Banque mondiale (Rwanda)

RDC : FOPAC NK OP FOPAC SK OP LOFEPACO OP SYDIP OP Coocenki OP CONAPAC OP UPDI OP UCG R (univ) INERA R (institut) ITTA R (privé) FEC multi privé Ministre national Cabinet Minagri (Goma) Cabinet FAO RDC Banque mondiale (RDC) Harvest Plus IFDC (Bukavu) VECO CTB RDC Animateurs/personnes ressources ASPRODEB AA CSA AA IRPAD R (Institut) AREF R (institut) FWA-UAW OP Belge Access to Seeds Index Fondation Autres acteurs PAEPARD ASARECA ROPPA CORAF AGRA EAFF COMESA CEPGL Afdi Agriterra Coopération belge/Burundi CICR Goma CICR Bukavu

II. DEROULEMENT DES TRAVAUX

II.1. CEREMONIE D'OUVERTURE

Elle a été rehaussée de la présence de son Excellence Mr le Ministre provincial de l'Agriculture, élevage, pêche et développement rural du Nord-Kivu, Mr Christophe NDIBESHE BYEMERO.

Quatre allocutions ont été prononcées à l'occasion de cette cérémonie d'ouverture. Il s'agit de :

- Discours de bienvenu du Président du CA de la FOPAC Nord-Kivu représentant de la dynamique paysanne de la région des grands lacs Mr Achille LUMALISA ;
- Mot du Représentant du CSA, M. MAREK
- Allocution du délégué du PAEPARD, Mr Jonas MUGABE
- Mot d'ouverture de son Excellence M. le Ministre provincial de l'agriculture, élevage, pêche et développement rural, Mr Christophe NDIBESHE BYEMERO

Dans leurs allocutions, tous les intervenants ont souhaité la bienvenu aux participants et ont adressé leurs remerciements aux autorités de la RDC et aux organisateurs de cet atelier.

Ils ont rappelé l'objectif de cet atelier qui est d'« amorcer un processus de mise en place d'un système efficace d'amélioration de l'accès des agriculteurs familiaux de la Région des Grands Lacs aux semences de qualité. Permettre un débat multi-acteurs sur les liens entre la recherche

agricole et les organisations de producteurs pour un accès durable aux semences de qualité.

Ils ont souligné que les défis sont énormes mais pas impossibles à relever. C'est pourquoi ils ont tous invité les participants à s'activer pour mettre en place des stratégies réalistes et pragmatiques qui devront aboutir à des plans de plaidoyer provincial, national, régional et international ainsi qu'au renforcement des effets de la dynamique paysanne pour la professionnalisation d'une agriculture familiale compétitive et durable.

II.2. PRESENTATION DES EXPOSES

A l'issue de la cérémonie protocolaire d'ouverture est intervenu le début des travaux proprement dits marqué par la présentation des exposés. Les différentes sessions d'exposés ont été articulées autour de deux grandes thématiques ci-après :

- Les systèmes semenciers en Afrique : enjeux pour les agriculteurs familiaux. Présentation synthétique des systèmes « formels » et paysans en Afrique et de leurs avantages et inconvénients pour les agriculteurs familiaux. Discussion autour de la notion de « semences de qualité ».
- Aperçu général des systèmes semenciers dans la Région des Grands Lacs et description synthétique des systèmes formels et paysans : importance, principaux acteurs et rôles, offre et demande, politiques semencières en place.

SESSION INTRODUCTIVE

Elle a été marquée par trois exposés :

- Présentation du contexte, objectif, résultats et méthodologie par Mr Jean Paul YENGA YENGE (facilitateur de l'atelier),
- Les systèmes semenciers en Afrique, enjeux pour les agriculteurs familiaux par Mamadou Goita (par SKYPE)
- Aperçu des systèmes semenciers dans la région des Grands Lacs, Par Mr Joseph GAFARANGA /Imbaraga-Rwanda

Il faut noter que la présentation générale de M. Goita sur les systèmes semenciers en Afrique a été interrompue suite aux aléas de la technique.

A l'issue de ces présentations un débat a été engagé. Il a essentiellement porté sur les enrichissements, les commentaires et les questions.

Il ressort de ce débat que : il y a effectivement :

- Production de la semence mais absence d'un marché
- Difficulté de distinguer la semence de qualité
- Absence d'un espace de dialogue et de collaboration entre les chercheurs et les agriculteurs paysans.
- La production destinée aux agences FAO, CICR au système humanitaire qu'aux agriculteurs locaux.

SESSION 1.

Cette première session avait pour thème : « **les contraintes et les pistes d'amélioration autour du système semencier paysan** »

Ce thème a été développé à travers les exposés ci-après :

- Enjeux pour les agriculteurs familiaux et leurs OP, partenariats possibles avec les acteurs : expérience de la CAPAD
- Comment accompagner les OP pour améliorer les systèmes semenciers paysans
- Collaboration SYDIP-UCG présenté par Sage MASINDA
- Expérience de la LOFEPACO dans le système de la production locale de semences de qualité : présenté par VEA
- Expérience de la FOPAC SK dans l'amélioration du système semencier paysan : présenté par
- Les répondants du SENASEM/RDC, MINAGRI/Rwanda et l'UCG

A l'issue de ces exposés un débat a permis d'avoir des enrichissements, des explications supplémentaires sur les questions posées.

Les principales préoccupations du débat ont tourné autour de :

- La loi semencière commune pour les pays des Grands Lacs
- La certification de la semence produite par les petits agriculteurs familiaux

- Le dialogue et la collaboration entre institutions de recherche et petits producteurs familiaux,
- Plaidoyer pour une subvention de la semence de qualité
- Le rôle des inspecteurs dans la chaîne de certification semencière.

En conclusion, il ressort de ces deux premières sessions les constats ci-après :

- Le système de production de semences « paysan » occupe plus de 90% des semences utilisées dans la région
- Le système formel de production de semences occupe moins de 10 %
- Les efforts de plus de 50 ans pour formaliser les systèmes de multiplication des semences dans les pays des Grands Lacs ont connu un succès modéré.
- Les différents cadres politiques et institutionnels ne tiennent pas compte du système de production et de multiplication des semences « paysans »
- Présence de programmes ponctuels de distribution et de subvention qui ne représentent pas une solution durable pour les producteurs
- Il y a un besoin croissant des semences. Les paysans s'engagent avec des moyens de bord.
- Il existe une collaboration agriculteurs familiaux- OP -Institutions de recherche
- Renforcement des capacités des agriculteurs familiaux sur les semences paysannes de qualité.
- Existence des plateformes de dialogue tant au niveau national que régional sur la disponibilité et accès des semences ainsi que sur les rôles des uns et des autres
- Partenariats encore faibles autour du système « paysan » de production de semences

Les Contraintes :

- Connaissances limitées par exemple : maladies, sélection positive , conditionnement, pureté variétale, informations sur taux d'humidité maximal, état sanitaire, performance agronomique
- Faible reconnaissance de système semencier paysan

- Inexistence des mécanismes de financement durable de système « paysan » de production de semences

LECONS APPRISES

- Les agriculteurs familiaux utilisent souvent les semences dit « paysannes » prélevés soit sur leurs récoltés ou achetés dans le milieu chez des pairs.
- Les agriculteurs familiaux disposent de connaissances limitées basées sur leurs savoir faire dans la production de semence de qualité
- Existe cependant un rôle à jouer par les chercheurs et les autres acteurs pour améliorer le système dit « paysan » de production de semences
- Nécessité d'intégrer dans les cadres politiques cette dimension de production de semence paysanne

Les Défis

- Rendre disponible et accessible les semences de qualité en renforçant le système dit « paysan » de production de semence
- Mettre en place les partenariats nécessaires incluant les agriculteurs familiaux, leurs organisations (OP), les chercheurs, les décideurs et autres acteurs
- Réflexion et mise en place des alternatives en impliquant les agriculteurs familiaux dans les schémas de multiplication de semences et en renforçant le savoir faire paysan

TRAVAUX EN GROUPE

Les travaux en groupe ont porté sur les questions suivantes :

- **Amélioration de système « paysan » de multiplication des semences ?**
 1. Intégration du système « paysan » dans les cadres politiques sur la production des semences?
 2. Lien entre systèmes paysans et systèmes formels? : rôles des différents acteurs?)
 3. Renforcement et financements des dispositifs d'appui des OP aux producteurs familiaux de semences

Les résultats des travaux en groupes

Le BURUNDI ;
 La RDC ;
 Le RWANDA ;

SESSION 2. Contraintes et pistes d'amélioration autour du système semencier formel.

Exposé 1. *Les systèmes semenciers formels dans la Région des Grands Lacs : importance, principaux acteurs et rôles, offre et demande, politiques semencières en place. Présenté par : Mme FRANCINE*

Exposé 2. *Les enjeux de la participation des OP dans la filière semencière formelle. Quel cadre légal pour permettre leur participation ? Expérience de l'ASPRODEB. Exposé par OUSMAN NDIAYE (sur SKYPE) la technique a encore une fois gâché l'exposé, heureusement que l'exposé était préparé sur un support disponible pour les participants.*

Exposé 3. *Accès des agriculteurs familiaux aux semences certifiées. Enseignements du seed Index exposé par Mr IDO VERHAEGEN*

DEBAT :

A l'issue de ce trois premiers exposés il y a eu un débat d'enrichissements et de questions de clarification.

Questions principales du débat :

La plupart des questions ont été adressé aux délégués de la CEPGL :

- *Est-ce que le petit producteur familial connaît la plus value de la semence certifiée par rapport à sa propre semence afin de le motiver de s'approvisionner dans les centres de recherches ?*
- *Que fait la CEPGL pour baisser le cout de la semence de qualité qui semble constituer un obstacle au développement des petits agriculteurs familiaux des pays des Grands Lacs*
- *Quels sont les mécanismes d'implication des OP dans la conservation des gemoplasmés au niveau de l'IRAZ ?*
- *Quelle sont les expériences de partenariat entre les OP, les privés et les institutions de recherche de la CEPGL ?*
- *Comment on peut formaliser le principe de subsidiarité dans la production semencière ?*

- *Comment montrer l'engagement réel de la CEPGL auprès des producteurs familiaux en matière de la production des semences de qualité ?*
- *Vu qu'il y a des plantes (légumineuses) qui disparaissent petit à petit dans la région. Quelles sont les stratégies développées par l'IRAZ pour réintroduire les variétés conservées ?*
- *Quelle est la réglementation semencière reconnue par la CEPGL d'autant plus que la semence importée du Rwanda est de fois non reconnue en RDC ? (cas de la semence de la pomme de terre importée par la LOFEPACO)*
- *Comment peut-on formaliser le principe de subsidiarité dans le système de production semencière de la CEPGL ?*

Exposé 4. *Quel rôle pour les OP dans le système semencier formel ? Quelles conditions pour permettre aux OP de jouer leur rôle ? Expérience de la Coopérative Agricole de Masisi : Présenté par Michel Vatsura / FOPAC N/K*

Exposé 5. *Quelles modalités et conditions de partenariat entre OP et autres acteurs de la filière semencière ? Expérience d'Imbaraga : Présenté par Joseph KAFARANGA*

Exposé 6. *Quel rôle des institutions de recherche pour la participation des OP dans le système formel exposé par ERNEST VYIZIGIRO / ISABU*

Exposé 7. *La législation semencière en RDC, Contraintes et opportunités : Présenté par WILLY KAJA NGOMBO/ SENASEM*

Complément exposé 7. *Législation du RWANDA (compléments) ; le délégué du ministère rwandais de l'agriculture a présenté une innovation de la loi Rwandaise qui reconnaît la propriété intellectuelle en matière semencière.*

Complément exposé 7. *Législation du BURUNDI (compléments) : L'intervenant a informé les participants qu'il existe depuis trois ans une loi semencière au BURUNDI promulguée par décret présidentiel. Cette loi met en place un organe de contrôle et de certification de la semence. Il existe des relations entre l'ONCCS et les producteurs semenciers.*

Exposé 8. *Le PAEPARD, ses objectifs, ses missions et ses perspectives d'avenir. Présenté par Jonas MUGABE.*

Un bref débat de clarification sur l'exposé est intervenu pour mettre fin aux travaux de la journée.

En conclusion, il ressort des exposés de cette deuxième journée des travaux les constats ci-après :

- Il ressort des exposés et des débats qu'il existe un système semencier formel.
- Il y a également des organismes spécialisés dans le secteur semencier (CEPGL, IRAZ)
- Une feuille de route de collaboration dans le secteur semencier a été validée par les Ministres de tutelle.
- Complémentarité et synergie sous régional : plates formes, réseaux de communication.
- Dynamisme des plates formes : animation, Appui technique et financier.

Existence des instruments sous régionaux :

- ✓ Convention sur la protection des végétaux
- ✓ Convention zoo sanitaire entre les Etats membres de la CEPGL

Il se dégage la nécessité d'une réflexion pour légaliser les échanges et l'*harmonisation des textes législatifs (normes et réglementations semencières)*

Les contraintes : il a été relevé certains handicaps à l'activité semencière dans les pays des Grands Lacs :

- Certains types de semences pas reconnus légalement: semence produit en système « paysan »
- Insuffisance de concertation et collaboration entre acteurs autour de la production de semence certifiée
- Crédit agricole non adapté aux calendriers de production de semence
- Faibles ressources financières et humaines au niveau de la recherche (catalogue de semences,...)
- La semence certifiée est financièrement inaccessible aux petits agriculteurs familiaux
- Centralisation des systèmes de contrôle et de certification
- Schémas de production de semences compliqué et pas bien maîtrisé par les agriculteurs familiaux

- Insuffisance des systèmes d'information et communication sur les semences : offre et demande.

LECONS APPRISES

- Les OP professionnelles ainsi que les Privés ont tous un rôle et une place dans la production de semences de qualité et certifiées
- Nécessité d'un engagement fort de notre gouvernement pour un soutien technique et financier à la sauvegarde du germoplasme.
- Nécessite de faciliter les échanges à la fois au niveau national et sous régional (recherche, production, certification et commercialisation).

TRAVAUX DES GROUPES

Les groupes de travail ont été constitués par pays, ainsi a on eu comme aux travaux de la première session, les groupes du Burundi, de la RDC et du Rwanda. Ils ont eu à répondre aux question ci-après :

- Professionnaliser les OP engagées dans la production des semences: Dispositifs, Financements et Mécanismes d'accompagnement et de concertation?
- Partenariats autour de la production des semences certifiées: Actions et Rôle?
- Mise en place d'un mécanisme de reconnaissance des semences de qualité différenciée ?(Itinéraire de production, Normes , Contrôle, Reconnaissance, prix différenciés?)

Les résultats de ce rapport des travaux en groupes sont en annexe de ce rapport.

SESSION 3. Cette session portait essentiellement sur les recommandations, mais avant cette étape une série d'exposés a été consacrée à la présentation des expériences de certaines organisations spécialisées dans les activités semencières.

Les exposés : Il s'agit respectivement de :

- ✓ *L'expérience de la FWA : présenté par **Mme MARIANNE STREEL***
- ✓ *Expérience de l'Agribiotec : présenté par*
- ✓ *Qu'est ce que Louvain coopération : présenté par*

- ✓ *L'IFDC RDC : présenté par..... complété par **Mr Samson CHIRUZA***
- ✓ *Expérience de green house au RWANDA : présenté par*
- ✓ *Que fait l'INERA / Sud-Kivu : présenté par Mme*
- ✓ *VECO par **Mr IVAN Godfroid***
- ✓ *La FEC /Nord-Kivu, l'expérience d'un agri-éleveur : **Mr Alphonse KASOLE***

N.B. L'intégralité de ces exposés est en annexe de ce rapport.

III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

A l'issue des exposés, est intervenu le moment très important de la présentation des conclusions et des recommandations de l'atelier.

III. 1. CONSTATS

III.1.1. Constats le système de production « paysan » de semences

- Ce système représente plus de 90% des semences utilisées dans la région ;
- Le système de production formel occupe actuellement moins de 10 % ;
- Depuis plus de 50 ans nos gouvernements essaient de formaliser les systèmes de multiplication des semences ;
- La présence de programmes ponctuels de distribution et de subvention ne représentent pas des solutions durables pour le secteur semencier ;
- Les cadres politiques ne tiennent pas compte du système« paysan » de production et de multiplication des semences ;
- Les paysans ont continuellement besoin des semences et ils ont recours aux ressources disponibles ;

III.1.2. Constats à l'égard des Partenariats nationaux

- Il existe une réflexion et des collaborations visant la mise en place d'alternatives impliquant les agriculteurs familiaux dans les schémas de multiplication de semences :
 - Collaborations agriculteurs familiaux- OP -Institutions de recherche ;
 - Renforcement des capacités des agriculteurs familiaux sur les semences paysannes de qualité ;

- Existence de plateformes nationales de dialogue (disponibilité et l'accès aux semences: rôles des différents acteurs) ;

Mais les partenariats autour du système « paysan » de production de semences sont encore faibles

III.1.3. Constats sur la Dynamique régionale

- L'IRAZ est l'organisme spécialisé de la CEPGL,
- La CEPGL a donné une grande place au secteur semencier dans sa feuille de route (confirmé par les Ministres de tutelle)
- Des instruments sous régionaux existent déjà :
 - ✓ Convention sur la protection des végétaux
 - ✓ Convention zoo sanitaire entre les Etats membres de la CEPGL

Travail en cours :

- Facilitation des échanges transfrontaliers ;
- Harmonisation des textes législatifs (normes et réglementations semencières) ;
- Développement de catalogues nationaux et régionaux ;

III.2. LEÇONS APPRISSES

- Les OP professionnelles ainsi que les Privés ont tous un rôle et une place dans la production de semences de qualité et certifiées
- Un engagement fort de nos gouvernements est nécessaire pour un soutien technique et financier pour toutes les activités de sauvegarde du germoplasme

Il est essentiel de faciliter les échanges aux niveaux national et sous régional: recherche, production , certification et commercialisation.

III.3. DÉFIS ET CONTRAINTES

III.3.1 A la production

- Les schémas de production de semences sont complexes et peu maîtrisés par les agriculteurs familiaux

- Connaissances limitées par exemple : maladies, sélection positive , conditionnement, pureté variétale, informations sur taux d'humidité maximal, état sanitaire, performance agronomique
- La semence certifiée est financièrement inaccessible pour les petits agriculteurs familiaux
- Les systèmes de contrôle et de certification sont trop centralisés et coûteux

Les systèmes d'information et de communication sur les semences sont peu développés

III.3.2 Pour le Cadre d'action

- Faible reconnaissance de système semencier paysan ;
- Inexistence des mécanismes de financement durable des systèmes « paysan » de production de semences ;
- Crédit agricole non adapté au calendrier de production et de vente de semences ;
- Difficulté d'animation et de concertation des plateformes autour du système paysan ;
- Faibles ressources financières et humaines au niveau de la recherche et des plateformes ;
- Il y a peu de mise en relation entre l'offre et la demande en semences ;
- Les cadres nationaux sont peu connus des producteurs ;
- Absence de règles régionales et de normes harmonisées.

III.4. RECOMMANDATIONS

III.4.1. Aux OP et PTF

1. Renforcer les capacités et les connaissances des agriculteurs familiaux et de leurs organisations sur les schémas de production de semences de qualité ;
2. Faciliter l'organisation de visites d'échanges d'expérience pour renforcer les compétences paysannes ;
3. Faciliter la mise en place de champs écoles autour de la production paysanne de semences ;

4. Accompagner la professionnalisation des OP et des agriculteurs familiaux engagés dans la production et la multiplication de semences (conseil techniques, équipements adaptés,...) ;
5. Développer des itinéraires techniques de production différenciés selon les types de semences à produire ;
6. Favoriser des séances de travail entre les OP et les chercheurs sur les schémas de multiplication ;
7. Favoriser la formation des paysans inspecteurs.

III.4.2. Recommandations aux OP et aux Gouvernements

1. Mettre en place un ensemble de critères adaptés à chaque type de semences (qualité différenciée) ;
2. Elaborer un calcul commun des coûts de production des différents types de semences afin de mieux informer sur les différents prix sur le marché ;
3. Identification de la demande : appui des OP pour élaborer les plans de production de semences pour leurs membres ;
4. Elaborer des schémas de collaboration clairs pour le contrôle et la certification des semences paysannes.
5. Participation des OP dans les cellules de fixation de prix des semences ;
6. Renforcer les services et systèmes d'information des producteurs et de leurs OP (normes de qualité, cadre législatif, prix,..)
7. Revoir le système de fixation des prix des semences en impliquant tous les acteurs.
8. Décourager la distribution gratuite de semences ;
9. Favoriser les appel d'offres pour la production de semences avec contrôle de la production ;
10. Favoriser les achats locaux auprès de producteurs pour les programmes intervenant dans la distribution de semences ;
11. Encourager la mise en place de partenariats incluant les agriculteurs familiaux , leurs organisations (OP), les chercheurs, les décideurs, les services publics et autres acteurs ;

III.4.3. Recommandations aux Gouvernements

1. Mettre en place un système de contrôle et certification décentralisé et financièrement accessible ;
2. Favoriser l'accréditation des paysans inspecteurs et du staff technique des OP ;
3. Favoriser l'accréditation d'autres organisations de contrôle sur le terrain.
4. Favoriser l'implication des OP dans ce système de contrôle de proximité ;
5. Développer une vision et un programme cohérent de développement des filières semencières en intégrant le système paysan de production paysanne dans les lois semencières ;
6. Intégrer les programmes ponctuels dans un programme cohérent et global de développement du système paysan de productions de semences ;
7. Faire le plaidoyer pour la reconnaissance des semences de qualité (SQD >< certifiées)
 - a. Revoir les lois pour intégrer la reconnaissance des SQD,
 - b. Accréditation des paysans inspecteurs,
8. Harmonisation de la réglementation et des normes régionales.

III.4.4. Recommandations aux Gouvernements et aux PTF

9. Mettre en place des mécanismes de financement de la filière semencière : subventions à la production, subvention à la commercialisation,...

III.4.5. Recommandations aux partenaires locaux et internationaux

1. Renforcer les plateformes de concertation nationales et régionales ;
2. Renforcer la mise en place de systèmes facilitant l'organisation de l'offre et la demande des semences ;
3. Favoriser des projets de recherche en lien avec les besoins des producteurs ;

II.2. DE LA CLÔTURE DES TRAVAUX DE L'ATELIER

La clôture des travaux est intervenue ce jeudi 14/05/2016.

A l'instar de la séance d'ouverture, celle de clôture a été rehaussée de la présence de son Excellence Monsieur le Ministre provincial de l'Agriculture, Pêche Elevage et marquée par allocutions ci –après :

- Mot du représentant des participants lu par Monsieur Joseph KAFARANGA ;
- Mot du Président de la FOPAC/NK , Monsieur Achille LUMALISA ;
- Allocution du représentant du CSA, Monsieur MAREK ;
- Mot du délégué du PAEPARD, Monsieur Jonas MUGABE ;
- Mot de clôture de son Excellence Monsieur le Ministre provincial de l'Agriculture, Elevage, Pêche et Développement Rural, Monsieur Christophe NDIBESHE BYEMERO.

Dans leurs discours de clôture tous ont exprimé leur satisfaction sur les résultats atteint durant les trois jours d'atelier. Tous veulent voir un circuit légal des semences dans les pays des Grands Lacs et particulièrement la semence produite par les agriculteurs familiaux

Ils sont convaincus que l'amélioration de l'accès des agriculteurs familiaux aux semences de qualité passe par une conjonction d'efforts entre producteurs agricoles familiaux, partenaires techniques et financiers et les décideurs politiques des pays des Grands Lacs.

Ils ont adressé leurs remerciements aux participants et les exhortent à consolider les acquis de cet atelier.

Les intervenants ont tous insisté sur le renforcement de l'approche multi acteurs dans la région des Grands Lacs.

Ils ont enfin appelé les participants à mettre en application les différentes résolutions et recommandations formulées au cours des travaux de l'atelier. Avant de déclarer clos les travaux de l'atelier son Excellence Mr le Ministre provincial, a encore une fois réitéré son soutien à la mise place et l'opérationnalisation de la structure permettant l'accès facile à la semence de qualité qui s'avère être le passage obligé pour un décollage de l'agriculture familiale en RD Congo. ²